



HAL
open science

Après la destruction. Trajectoires d'élites arméniennes dans l'entre-deux-guerres

Anouche Kunth

► **To cite this version:**

Anouche Kunth. Après la destruction. Trajectoires d'élites arméniennes dans l'entre-deux-guerres. Migrations d'élite (sous la direction de Marianne Amar et de Nancy L. Green), Presses Universitaires François-Rabelais, A paraître. halshs-03513274

HAL Id: halshs-03513274

<https://shs.hal.science/halshs-03513274>

Submitted on 5 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Après la destruction Trajectoires d'élites arméniennes dans l'entre-deux-guerres

à paraître dans :

Marianne Amar et Nancy L. Green (dir.), *Migrations d'élite*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais.

Il est des circonstances où les mots sont mis à rude épreuve. L'historien le constate quand, se retournant sur des faits saillants du passé, l'ordinaire semble soudain n'avoir plus cours. Les mots sont à la peine face aux réalités bouleversées qu'ils s'emploient à nommer, mal ; ou les voici outrageusement détournés à des fins de propagande, qui tordent le langage pour mieux l'aligner sur les vues du pouvoir. Ces deux logiques, l'une de chaos, l'autre de domination, s'entrecroisent en contexte révolutionnaire ; elles avancent ensemble dans le démaillage des groupes sociaux, dans la redistribution des places symboliques et des biens matériels. Au terme de tels renversements, comment ne pas entendre les heurts que soulève le terme « élites », dont les enjeux sociaux nous retiennent ici ? Heurts dans les sphères où s'exerce le pouvoir comme dans l'espace et le temps, car il faut désormais distinguer entre « nouvelles » et « anciennes » élites, les unes ayant pris très concrètement la place des autres qui, dans le meilleur des cas, ont pu s'enfuir à l'étranger en conservant de quoi assurer la continuité des parcours entamés au pays. C'est à travers le sort des élites arméniennes antibolcheviques, parties du Caucase russe lors de sa conquête par l'Armée rouge au début des années 1920, que nous nous ressaisirons de cette question ; nous la déplacerons toutefois vers les nouveautés mêmes que l'exil (en France) est susceptible d'apporter à d'anciennes élites impériales.

Les difficultés à cerner ce que recouvre la catégorie des élites augmentent lorsqu'un pouvoir a ordonné l'élimination d'une population entière, sans distinction d'âge, de sexe, de classe sociale, comme ce fut le cas pour les Arméniens ottomans durant la Première Guerre mondiale, cibles de l'*Ittihad*¹. Dans cette configuration aussi, des places sont prises ; des biens, spoliés. Mais l'anéantissement définit un objectif en soi. Qui se penche, ensuite, sur le groupe formé par les survivants observe que les déséquilibres sont partout. Il faut alors considérer les positions sociales avec prudence dans un monde où, par exemple, les orphelinats rassemblent des enfants errants, démunis, rongés par la faim, souvent couverts de poux, malades ou blessés, mais en lesquels pourraient se rencontrer les élites arméniennes de demain.

Travailler sur des groupes privilégiés depuis les fracas de l'histoire, c'est donc s'attaquer à un objet plus obscur qu'il n'y paraît, dès lors que de violents événements politiques s'en sont pris à leurs fondements sociaux, matériels, économiques. Qu'en outre, ces transformations radicales se sont accompagnées de destructions physiques, à l'origine de fuites vers l'étranger où la qualité d'élites (déchues ? survivantes ? combattantes ?) devait s'éprouver à nouveau.

Puisque l'expérience arménienne nous sert de cas d'étude, les pertes survenues durant le génocide de 1915 devront être rappelées, non pas toutes, mais celles qui ont

¹ *Ittihad ve Terraki*, ou Comité Union et Progrès : parti nationaliste issu de la mouvance jeune-turque. Au pouvoir dans l'empire ottoman depuis 1908, il planifie et organise le génocide des Arméniens.

décimé la notabilité arménienne de la capitale ottomane. Significativement, un intellectuel de Constantinople s'est attelé, à son propre retour de déportation fin 1918, à dresser la liste des principales personnalités arrêtées à leur domicile une nuit d'avril 1915 : des centaines de noms d'écrivains, de journalistes, de professeurs, d'hommes politiques et religieux, de commerçants et autres acteurs de la vie économique, ont été rassemblés. Il faudra donc partir de la discontinuité causée par leur brutale absence. D'autres discontinuités seront alors convoquées pour mettre la notion d'élite en situation, c'est-à-dire l'éprouver à travers ce qui se déplace, se reconstitue, se modifie. Cette approche conduira à rechercher *dans les écarts* les alternatives possibles à ce qui est détruit, afin d'éclairer les processus de refondation communautaire en prêtant attention à des acteurs sociaux issus d'une autre histoire, d'un autre d'exil que celui des Arméniens ottomans.

L'importance de la communauté arménienne d'Égypte aurait justifié que le choix se porte prioritairement sur elle. En son sein, un nom reste associé comme nul autre pareil à la défense de la cause arménienne : celui du philanthrope Boghos Nubar Pacha, fils d'un ancien Premier ministre d'Égypte, ingénieur centralien (École de Paris) et diplomate influent. En 1906, il fonde au Caire l'Union Générale Arménienne de Bienfaisance qui s'impose, après le génocide, comme pilier central d'une entreprise de soutien matériel, éducatif et culturel aux réfugiés, diffusée à l'échelle des communautés de la diaspora naissante².

Cet article s'est toutefois élaboré à partir d'autres ancrages. Plus précisément, à la jonction de deux chantiers de recherche : l'un, désormais révolu, fut consacré aux trajectoires d'Arméniens originaires du Caucase russe et réfugiés en France après la révolution d'Octobre 1917³ ; l'autre, toujours en cours⁴, jette un pont vers les États-Unis où des colonies à fort profil masculin ont essaimé dès les grands massacres anti-arméniens de la fin du XIXe siècle. C'est donc à un assemblage inédit que se livrent ces pages en reliant des données empiriques collectées dans des contextes d'enquête conçus séparément. La question des élites leur fournit néanmoins une perspective commune. L'enjeu ne consiste pas à hiérarchiser entre des groupes sociaux aux vécus et profils très contrastés ; il est plutôt d'observer les manières que les uns et les autres ont de se positionner vis-à-vis de ceux qui ne possèdent pas, ou plus, d'aussi grande capacité d'action. Ces façons de s'engager, de se lier, d'élaborer du commun sont autant de modalités d'un « faire élite » conçu dans une dialectique permanente entre une double nécessité. Celle, d'une part, de retrouver ou de consolider ses propres appuis sur une scène sociale transformée, nouvelle à des degrés divers ; celle, d'autre part, de fournir des ressources symboliques et matérielles à des compatriotes plus démunis, et par ces gestes bâtisseurs de liens, obtenir en retour reconnaissance de son statut d'élite communautaire.

² Raymond H. Kévorkian et Vahé Tachjian, *Un siècle d'histoire de l'Union générale arménienne de bienfaisance*, vol. 1, 1906-1940, Le Caire, New York, Paris, Conseil central de l'UGAB, 2006.

³ Thèse menée à l'EHESS sous la direction de Claire Mouradian, soutenue en 2013, intitulée *Du Caucase à Paris, un autre exil arménien. Expériences migratoires et ancrages en diaspora. De 1920 à l'implosion de l'Union soviétique*.

⁴ Ce chantier fut initié au cours d'une mission de longue durée aux États-Unis (hiver 2019-2020), grâce au soutien financier du CNRS (fonds SMI) et à celui de l'IC Migrations.

I/ « Les meilleurs de ses enfants »⁵

Chez les survivants, le premier élan est de savoir ce qu'il est advenu de ses proches parents et connaissances : qui demeure en vie, et où. Une quête souvent longue, toujours incertaine, menée durant le cours même des déportations dès qu'une rencontre fortuite l'a permis, qu'un relâchement de la surveillance a laissé un intervalle suffisant pour griffonner un message. Aux lendemains de la guerre, la quête de chacun devient entreprise collective, bénéficiant de relais humanitaires et institutionnels⁶, tandis qu'à Paris, où s'ouvre la conférence de la Paix en janvier 1919, les représentants arméniens s'efforcent de dire, d'attester la destruction, d'officialiser les pertes à l'aide de chiffres, de témoignages.

En ces mêmes lendemains, un dénommé Téotig revient de déportation. Chez lui à Constantinople, il prend à son tour la mesure de ce qui s'est produit. Il le fait depuis les maisons vides, la disparition des milieux sociaux dans lesquels il a grandi, étudié, travaillé. Au sein des cercles littéraires qu'il fréquentait naguère, rares sont les figures restées en vie. La désolation les rassemble. Elle les incite à faire le nécessaire pour rendre hommage à leurs « malheureux frères »⁷ : amis, connaissances, confrères, arrêtés pour la plupart à leur domicile durant la nuit du 24 au 25 avril 1915, puis déportés vers l'Est anatolien et assassinés. En sorte que dès cette époque, au printemps 1919 — premier printemps de l'après-guerre —, la rafle des élites arméniennes de Constantinople se met à incarner le point de rupture autour duquel se réunir, réfléchir à la portée collective de ce qui s'est joué en cette nuit d'avril 1915, et prendre le deuil ensemble. Il est néanmoins trop tôt pour préjuger de la postérité de ce recueillement. Mais il est certain que depuis lors, la date du 24 avril a acquis une puissante force symbolique en devenant pour les Arméniens, partout où ils se trouvent, en Arménie même ou dispersés à travers le monde, le jour de commémoration du génocide. Le sort réservé aux notables de la capitale ottomane s'est donc mis à réverbérer celui de la nation arménienne tout entière.

Le point de vue de l'article est ailleurs, cependant. Il est de montrer, après avoir décrit la disparition et la ruine des élites en place dans l'empire ottoman, comment de nouvelles figures ont assis, dans l'exil, leur statut d'élites diasporiques en s'identifiant elles-mêmes au sort du peuple persécuté.

Revenons à Téotig, que ses amis intellectuels, constitués au préalable en un « Comité pour la commémoration du 24 avril », sollicitent en mars 1919 pour contribuer à l'organisation de l'événement.

Téotig s'occupait avant-guerre d'une publication importante, l'« Almanach pour tous » dont les pages, une fois l'an, répertoriaient et commentaient les faits notables de la vie culturelle des Arméniens de Constantinople. Qui d'autre aurait pu, mieux que lui, accumuler un savoir précieux sur les disparus d'avril 1915 ? Le Comité le charge alors de préparer la commémoration d'avril 1919 en réunissant autant de noms que possible et pour chacun d'eux, des photographies et des indications biographiques. Ces éléments compilés, Téotig rédige un total de 761 notices d'épaisseur inégale, certaines se réduisant à la mention minimale du nom et du prénom, de la fonction sociale du défunt et de la localité où celle-ci s'exerçait. Des limites de l'ouvrage, de ses inévitables

⁵ Citation complète : « Le tyran a cru exterminer le peuple arménien en exterminant les meilleurs de ses enfants », Tigrane Zaven, Préface, dans Téotig, *Mémorial du 24 avril* [1919], Marseille, Parenthèses, 2016, p. 15.

⁶ Keith David Watenpaugh, *Bread from Stones. The Middle East and the Making of Modern Humanitarianism*, Oakland, University of California Press, 2015.

⁷ Téotig, *Mémorial du 24 avril*, *op. cit.*, p. 145.

lacunes « compte tenu des circonstances » qui ont présidé à sa composition, le Comité se montre conscient. Il s'en ouvre dans un avertissement au lecteur⁸. Mais même ainsi, les 761 entrées sont autant de réalités opposables à l'oubli. Elles honorent la commande passée à Téotig d'accompagner la cérémonie du 1919 d'un *Mémorial du 24 avril* : un imprimé de 128 pages⁹, qui tient à la fois de la stèle symbolique, de l'annuaire nécrologique et de la liste dont il épouse l'esprit méticuleux.

S'y décèlent en creux les listes de la police turque, où figuraient les noms des personnalités à arrêter, établies avec le concours de mouchards arméniens¹⁰. Surtout, la démarche de Téotig préfigure les futurs ouvrages compatriotiques qui retracent l'histoire des Arméniens d'une localité précise ; publiés en diaspora dans la seconde moitié du XXe siècle, ces « livres du souvenir » dressent le portrait d'une communauté abolie, décrivent ses réalisations notables en considérant le rôle des grandes familles, en brochant le portrait des personnalités saillantes, et contiennent, à des fins d'hommage, des pages noircies de listes et de notices biographiques.

Le *Mémorial* de Téotig nous offre une vision nette de ce que sont, aux yeux des survivants, leurs élites disparues. La trame suivie distingue d'abord entre les personnalités issues de la société stambouliote et celles des provinces. Sur les cinq sections que contient la première partie dédiée aux « Déportés d'Istanbul », trois regroupent les défunts selon leur sphère d'activité, leur raison sociale. Elles attribuent ainsi 28 notices biographiques aux « intellectuels », 38 aux « militants, enseignants et autres », et 37 aux « commerçants et autres » (« autres » désigne ici, pêle mêle, entrepreneurs, artisans de luxe, éditeurs, imprimeurs, fonctionnaires de l'administration impériale). Les deux dernières sections privilégient quant à elles un tout autre critère, à savoir la façon dont est advenue la mort : « en déportation des suites de maladie » (16 notices), et « par pendaison à Istanbul » (24 notices), ce châtement ayant été administré sur la place publique à des membres du parti révolutionnaire hentchak¹¹.

Puis, pour donner un aperçu — guère plus — de la situation dans les provinces, et pour s'acquitter de cette tâche dans l'urgence, Téotig s'est aidé de ceux qu'il appelle ses « frères de plume »¹². De ces contributions collectives, résulte un ordonnancement par lieu¹³ ; pour chacun d'eux, Téotig aligne des noms assortis de bribes biographiques, et à nouveau distingue pendus et fusillés. Ces derniers (ceux, du moins, dont on se souvient ici) furent exécutés « à 10 heures de route de Brousse », dans l'ouest de l'Asie mineure. Ils étaient médecins, banquiers, fonctionnaires, commerçants, mais aussi étudiants, bouchers et artisans, ce qui signale l'élargissement de la notion d'élites à des composantes plus ordinaires, en cela plus représentatives de la visée globale du génocide. Enfin, quelques fusillés sont qualifiés de « protestants », le terme faisant ici

⁸ Téotig, *Mémorial du 24 avril*, op. cit., p. 145.

⁹ Ce texte est désormais disponible en français (Téotig, *Mémorial du 24 avril*, op. cit.) grâce au remarquable travail de traduction et d'édition réalisé par Alice Der Vartanian et Houry Varjabédian.

¹⁰ La figure du mouchard traverse les témoignages des survivants du 24 avril. Par exemple : Aram Andonian, *Sur la route de l'exil*, Genève, MétisPresses, 2013 et du même auteur, *Constantinople, 24 avril 1915 : l'arrestation et la déportation des intellectuels arméniens*, La Ferté-sous-Jouarre, Le Cercle d'écrits caucasiens, 2013 ; Yervant Odian, *Journal de déportation*, Marseille, Parenthèses, 2010.

¹¹ Parti social-démocrate, à tendance marxiste. Ses membres décident en 1913, suite aux massacres anti-Arméniens perpétrés en Cilicie en avril 1909 (de 20 000 à 30 000 morts, en une dizaine de jours), de se tenir prêt à basculer de nouveau dans la clandestinité pour mener des opérations de résistance — clandestinité dont l'avait sorti l'arrivée au pouvoir des Jeunes-Turcs en 1908 et le rétablissement de la Constitution ottomane, garante, sur le papier, des droits fondamentaux et de nouvelles pratiques vis-à-vis des minorités.

¹² Téotig, *Mémorial du 24 avril*, op. cit., p. 111.

¹³ Van, Kharpert, Sivas, Chabin-Karahissar, Ourfa, Yozgat, Garine, Erzinga, Khenous, Mouch, Sassoun, Bitlis, Césarée, Talas, Marzevan, Aintab, « dans les autres provinces », puis Smyrne, et pour finir « les régions voisines » [de Smyrne].

allusion à l'obédience religieuse, particulièrement minoritaire au sein du christianisme arménien¹⁴.

Ce tour funèbre des provinces ottomanes s'achève par de longues listes de disparus pour lesquels les éléments biographiques sont maigres, voire inexistantes. Les noms y sont classés non plus par localité, mais par groupes sociaux — deux seulement, en réalité. Celui que forment les « disciples d'Hippocrate », tout d'abord. Soit une centaine de médecins, une dizaine de dentistes et une trentaine de pharmaciens ; un seul vétérinaire. Sont donnés leurs lieux de naissance et de décès (disparition, assassinat), à l'instar des dentistes Mihran Altounian « de Sivas, mort à la sortie de Sivas » et Lévon Yégavian de Arabkir, mort à la sortie de Erzinga »¹⁵, du médecin Hagop Tadjirian « de Diyarbékir, disparu », ou encore de Stépan Melkissétékian « de Brousse, 50 ans, médecin réputé, pendu à Brousse avec quatre autres médecins ».

Le second et dernier groupe rassemble les noms de 156 membres du clergé supérieur. L'Église apostolique, l'une des plus anciennes institutions du monde arménien, a payé un lourd tribut ; évêques et archimandrites ont été massacrés, et avec eux, supérieurs de monastère et curés. De moindre importance dans le christianisme arménien, l'Église catholique de rite romain est amputée, elle aussi, de son haut clergé, tandis que sont dénombrées pour la première fois des femmes : les douze sœurs de la congrégation de l'Immaculée Conception, assassinées à Constantinople.

« Il est absolument impossible de recueillir tous les noms [des] supérieurs [de « tant et tant de beaux monastères historiques et de lieux sacrés, qui sont à présent en ruine] et de nombreux prêtres — tous martyrs — et de les faire figurer dans ce chapitre », admet Téotig face à la dévastation. Comment faire, alors, sinon inciter ses « compatriotes survivants » à lui transmettre « les noms des *personnalités les plus représentatives* [souligné par nous] »¹⁶ ? C'est bien elles, dont la trace est recherchée pour être versée dans la seconde édition du *Mémorial*. De qui, de quoi sont-elles « les plus représentatives » ? Assurément, des aspirations d'une nation à exister comme telle, sans pour autant se retrancher du lien avec les autres ; ces parcours de réussite en témoignent, qui ne s'apprécient qu'à travers la diversité de leurs inscriptions au sein de la société ottomane.

Des éléments mis en valeur par Téotig découlent une acception ample de ce qui constituait les élites du monde arménien ottoman. Ample, car l'hommage qui leur est rendu est indissociable du crime de masse dans lequel elles ont disparu. Cette réalité dirige le regard. Celui-ci ne peut se restreindre à observer les seuls intellectuels ou artistes, les seuls religieux ou politiques, ou encore les seuls membres de professions libérales... L'ensemble de ceux qui encadraient naguère la vie collective, impulsaient une direction commune, ont péri. Il paraît cohérent, au sein d'une réflexion sur celles et ceux qui ont incarné, dans l'après-coup du génocide, les premières élites de la diaspora arménienne, de ne point omettre l'une de ces composantes. Pourtant, la logique d'inventaire n'est pas celle du chercheur en sciences sociales, dès lors que tout effort de description est chez lui tendu par une question, impliquant d'assumer un point de vue et le choix qui en résulte.

¹⁴ Le christianisme arménien est structuré depuis le début du IV^e siècle par l'Église (autocéphale) apostolique arménienne, appelée ainsi en référence aux apôtres évangélistes de l'Arménie. Le protestantisme représente quant à lui un courant très minoritaire chez les Arméniens, diffusé au cours du XIX^e siècle par des missionnaires évangélistes américains et européens. Le *millet* protestant arménien fut instauré en 1850. Lors du génocide, le sort réservé à ses membres fut identique à celui des Arméniens apostoliques et catholiques.

¹⁵ Téotig, *Mémorial du 24 avril*, *op. cit.*, p. 96.

¹⁶ *Ibid.*, p. 106.

Privilégions alors le principe d'écart, pour ses effets cognitifs sur des groupes exilés dont les trajectoires témoignent d'abord de la destruction de ce qu'ils tenaient pour leurs propres centralités. Écart, bien sûr, à la liste et à ses visées exhaustives, puisqu'il s'agit fondamentalement de penser depuis les traces, les bris, le perdu et l'incertain ; écart, ensuite, à la communauté même que le génocide a atteinte. À cette condition de recul, d'autres segments du monde arménien se laissent appréhender. C'est en leur sein que nous rechercherons ceux, ou plutôt *certaines de ceux*, qui ont pu endosser en diaspora un rôle d'encadrement collectif. Dans cette perspective, un nouvel écart doit être accompli — il ordonne de faire à présent un recul dans le temps, afin de comprendre les évolutions, les mouvements et les fractionnements dont sortiraient des forces alternatives à celles, disparues, des élites arméniennes de l'empire ottoman.

II/ L'écart et ses possibles

Anciennes, inscrites dans le temps long des conquêtes impériales et des partages territoriaux entre puissances rivales, les discontinuités bien réelles du monde arménien font toutefois apparaître une cartographie précise. À la veille de la Première Guerre mondiale, c'est au carrefour de l'empire ottoman, de la Russie tsariste et de la Perse qadjare que les Arméniens forment encore des communautés cohérentes dans leurs zones de peuplement historique¹⁷. De telles permanences ne sont cependant en rien figées, tant les populations des confins impériaux ont été soumises, durant un long XIXe siècle, à la pression des guerres de conquête menées par la Russie contre l'un et l'autre de ses voisins. Elle leur dispute et bientôt leur ravit la maîtrise du Caucase. Les frontaliers fuient les violences générées par les combats, sans pour cela s'aventurer aveuglement sur les routes : leurs mouvements suivent les injonctions, souvent brutales et encadrées à deux reprises par des traités de paix¹⁸, faites aux uns, chrétiens d'Islam, de venir s'installer en terre chrétienne (*i.e.* en Russie), et aux autres, musulmans de Russie, de rejoindre les empires perse ou ottoman.

Sur les lisières des empires en guerre, les Arméniens connaissent alors, dans la seconde moitié du XIXe siècle, des dynamiques sociales différenciées. L'essor vif et rapide des communautés du Caucase russe, en particulier, constitue une donne majeure pour apprécier ce qui va suivre, et se manifeste avec force dans les grandes villes où l'industrialisation fournit aux capitaux arméniens un moteur d'action, des débouchés, des fortunes. Ces opportunités économiques, si favorables par ailleurs au développement de l'éducation, de la littérature et des arts, reposent en Russie sur une réalité nouvelle pour les Arméniens issus des territoires où la loi coranique avantage les sujets musulmans : la sécurité des biens et des personnes. Une sécurité certes relative sous le régime du tsar autocrate, mais toujours plus efficiente que dans les provinces ottomanes où la politique d'émancipation des sujets *dhimmi*¹⁹, censée abolir les

¹⁷ Sujet à controverses, objet jadis de manipulations, le dénombrement de la population arménienne des confins reste incertain. Pour donner un ordre de grandeur, on estime qu'en 1914 les Arméniens comptent environ 4 500 000 âmes à travers le monde, et qu'environ un tiers vivent hors des territoires historiques.

¹⁸ Deux traités de paix, l'un conclu par le tsar victorieux avec le chah de Perse en 1828 (traité de Turkmanchaï), l'autre avec le sultan ottoman en 1829 (traité d'Andrinople), ont réglementé ces transferts massifs de populations.

¹⁹ Selon la loi coranique, Juifs et chrétiens sont protégés en tant que gens du Livre, autorisés à jouir d'une relative liberté de culte, mais composent un ensemble de sujets statutairement inférieurs aux membres de l'*umma* (communauté unie et supérieure des croyants de l'islam). La sujétion du *dhimmi* se manifeste à travers une série d'interdictions légales, qui régissent son comportement, son quotidien et sa place dans la société.

inégalités statutaires qui les relèguent à une condition inférieure, butte en vain sur l'hostilité des populations musulmanes²⁰.

Sous le règne du très conservateur sultan Abdülhamid II (1876-1909), les espoirs réformateurs vacillent tandis que les prélèvements fiscaux sont l'occasion d'abus criants à l'encontre des populations les moins protégées par la loi ottomane. Ces méfaits, cumulés à des actes de prédation ordinaires à l'encontre des femmes, des récoltes ou du bétail, suscitent chez les Arméniens un puissant sentiment d'injustice qui n'est pas sans contribuer à l'éveil de leurs aspirations nationales, en plus de leur soutien de principe à une refondation de l'empire sur des bases réformées. Dans les années 1890, une génération de patriotes éclairés entre en politique. Sous son impulsion, les premiers partis révolutionnaires arméniens voient le jour, non pas en terre ottomane, bien que leurs programmes portent avant tout sur les réformes à y mener, mais à Genève d'abord, et au Caucase russe ensuite²¹.

C'est bien ce décentrement des cadres politiques initiaux qui nous retient ici²². Il constitue, il est vrai, un trait commun à d'autres minorités d'empire dont les élites intellectuelles se sont expatriées de gré ou de force, et sont parvenues, dans la distance, à formuler un programme de refondation politique²³. Mais ce trait, nous le pointons en ce qu'il fait résonner dans une période antérieure à celle qui nous intéresse la question des possibilités *autres*. Ainsi nommées, les ressources ouvertes par des cercles élitaires apparus hors du pays d'origine, un peu à l'écart de celui-ci dans le cas de l'intelligentsia arménienne du Caucase russe, ou plus loin encore, à l'étranger, dans le cas des milieux estudiantins politisés à Paris, Londres ou Genève. Cette importance de l'écart, déjà signalée ci-haut, s'affirmera plus nettement dans le raisonnement sur les élites que nous développerons par la suite. La démarche requiert alors de poursuivre la mise en contexte des phénomènes qui, dès cette époque, vont s'affirmant mais ne donneront leur pleine mesure que plus tard, dans la configuration inédite de la vie en diaspora : pour le comprendre, il convient de poser de nouveaux jalons sur le processus menant des violences à l'amplification de l'émigration de masse.

De revendications inaudibles en révoltes durement matées, les Arméniens ottomans des provinces orientales sont, on l'a dit, la cible de violences ouvertes ou insidieuses. Demeurées impunies, celles-ci se répètent, subvertissent l'ordinaire, vont s'aggravant. Un seuil est atteint en 1894 lorsque les exactions se muent en massacres de masse²⁴. Perpétrés, deux années durant, dans les provinces orientales par les *hamidiyye* — régiments de cavalerie fidèles au sultan Abdülhamid II, dont l'assentiment aux tueries est certain —, ils causent parmi la population arménienne la mort de 200 000 à 300 000 personnes ; provoquent des conversions forcées à l'islam, des enlèvements de femmes, massifs également. Enfin, la mainmise sur les terres agraires

²⁰ Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013, p. 155 sq.

²¹ En 1887, six étudiants arméniens originaires du Caucase fondent à Genève un parti de tendance marxiste, le parti hentchak. Peu après en 1890, le parti dachnak, de tendance socialiste, voit le jour à Tiflis (actuelle Tbilissi).

²² Voir Khachig Tölölyan, « Elites and Institutions in the Armenian Transnation », *Diaspora*, 9-1, 2000, p. 107-136, et du même auteur, « Exile Governments in the Armenian Polity », *Governments-in-Exile in Contemporary World Politics*, Shain, Y. (dir.), Londres, New York, Routledge, 1991, p. 166-187.

²³ Les opposants jeunes-turcs au sultan Abdülhamid II, réfugiés dans les villes européennes ou au Caire, en fournissent un excellent exemple. Voir Erdal Kaynar, *Ahmed Riza (1858-1930). Histoire d'un vieux Jeune Turc*, thèse de doctorat en Histoire et civilisation, EHESS, 2012.

²⁴ Sur ces massacres (dits « hamidiens »), on se reportera utilement aux deux dossiers que leur a récemment consacrés la revue *Études arméniennes contemporaines*, « The Massacres of the Hamidian Period », n°10 et 11, 2018, URL : <https://journals.openedition.org/eac/1300>

arméniennes affaiblit considérablement les ressources économiques de communautés rurales déjà amputées de leurs membres disparus.

Le rappel de ces brutalités ordinaires et crimes extraordinaires, commis en temps de paix ou à l'arrière des champs de bataille, soutient notre raisonnement sur la constitution de pôles secondaires d'où pourraient émerger, dans la sidération des lendemains de la Première Guerre mondiale et de l'exil, d'autres élites. Un puissant mouvement d'émigration, en effet, s'empare au tournant du siècle de centaines de milliers d'Arméniens ottomans. S'ils continuent de se rendre dans les terres russes, ils sont également plus enclins à regarder dans la direction opposée, vers l'Ouest. Là, les destinations sont multiples, mais le fil conducteur de cet article ne commande pas de les relier toutes : c'est vers l'Amérique du Nord qu'il se tend.

Alors que les départs vers l'empire russe — massifs dès les débuts de la conquête du Caucase dans la première moitié du XIX^e siècle — relèvent pour l'essentiel d'une émigration familiale, le continent américain attire des hommes avant tout. Célibataires ou mariés. Les massacres de 1894-1896 les incitent à tenter leur chance outre-Atlantique, tout en conservant des liens avec leurs proches restés au pays : les dollars régulièrement envoyés à une mère ou une épouse témoignent du souci de préserver les équilibres familiaux. Dans cette voie, lointaine, les migrants s'aventurent en moins grand nombre qu'au Caucase, mais sont cependant 16 000 à quitter l'empire ottoman pour s'installer aux États-Unis durant la décennie sanglante de 1890²⁵. Le mouvement se poursuit jusqu'en 1914, s'interrompt alors, puis reprend après la guerre et ce faisant, change de nature. Mais pour l'heure, avant la rupture de 1914, ces hommes que nous voyons passer dans les archives américaines sont partis à plusieurs d'une même localité, unis le plus souvent par des liens de parenté ; arrivés à destination, le logement qu'ils occupent va jusqu'à rassembler sous le même toit une dizaine d'individus ; ils travaillent comme ouvriers dans la Manufacturing Belt ou comme agriculteurs en Californie ; les artisans s'arrangent pour s'installer à leur compte.

On l'aura compris, ces migrants posent les fondements d'un ancrage américain à partir duquel ils tentent de se bâtir une situation, semblables en cela à des millions d'autres. Ils ne peuvent faire parler d'eux comme d'une élite, à l'inverse de leurs contemporains du Caucase. Il faudrait, bien sûr, immédiatement nuancer une telle assertion en creusant les réalités sociales des deux groupes ; en rappelant que les communautés caucasiennes se composent, elles aussi, de sujets d'immigration récente dont les positions demeurent fragiles. À la charnière des XIX^e et XX^e siècles cependant, la bourgeoisie arménienne du Caucase accède à des places enviées dans la vie économique, culturelle et politique de la région²⁶. Derrière cette réussite, des familles possessionnées en capitaux plutôt qu'en terres, qu'elles investissent habilement dans l'exploitation des hydrocarbures de la mer Caspienne — dont les gisements offrent une manne profuse à qui sait s'en saisir —, sans négliger les secteurs toujours porteurs du textile, du tabac, de l'agro-alimentaire ou du négoce. Des jeux d'alliances, ensuite, contribuent à consolider les positions acquises dans la sphère professionnelle par la conclusion de partenariats eux-mêmes renforcés, le plus souvent, par une ou plusieurs unions matrimoniales.

Certains amassent de rapides fortunes, colossales dans le cas de l'industriel Alexandre Mantachev [Mantachiantz]. Lorsqu'il décède en 1911, il compte parmi les

²⁵ D'après les chiffres du Département d'État américain à l'immigration. Voir Aïda Boudjikianian, « La Grande Diaspora arménienne (XIX^e-XXI^e siècle) », dans Gérard Dédéyan (dir.), *Histoire du peuple arménien*, Toulouse, Privat, 2008, p. 842.

²⁶ Voir Aldo Ferrari, *Alla frontiera dell'Impero. Gli armeni in Russia (1801-1917)*, Milan, Mimesis, 2000 ; Ronald D. Suny, *The Making of the Georgian Nation* [1988], Bloomington, Indiana University Press, 1994.

hommes d'affaires les plus riches de l'empire russe. Le nom de ce baron du pétrole résonne encore de nos jours pour son opulence désormais proverbiale, si l'on songe à l'expression qui s'entend parfois en Arménie : « Hé, je ne suis pas le petit-fils [ou la petite-fille] de Mantachev, moi ! », pour signifier que l'on ne dispose pas de tout l'or du monde²⁷... Riches, ces familles le sont également de leurs voyages au long cours, des mobilités internes à la Russie et des circulations transfrontalières qu'elles accomplissent pour mener leurs affaires. Elles le sont, enfin, des modèles et inspirations trouvés à l'étranger, des diplômes acquis dans les établissements supérieurs russes ou européens, de leurs carrières au sein de l'administration impériale.

Il faudrait indiquer d'autres nuances encore, sans lesquelles il serait difficile de comprendre comment les révolutions de 1917 s'en sont pris aux uns — capitaines d'industrie, grands négociants, représentants de l'ordre ancien à l'instar des hommes d'Église et des fonctionnaires impériaux —, mais ont laissé à d'autres une réelle liberté d'action, les faisant passer au premier plan d'une scène politique si profondément bouleversée qu'elle en était à la fois détruite et rénovée.

Qu'il nous soit permis d'aller au plus court dans l'enchaînement des faits ayant conduit le Caucase russe sur la voie du séparatisme, puis de l'indépendance, après le coup d'État bolchevique d'Octobre 1917²⁸. Au plus court, pour signaler l'avènement en Géorgie (le 26 mai 1918), en Azerbaïdjan (le 27) et en Arménie (le 28) de républiques autoproclamées indépendantes et libres. Rien ne serait simple pour les dirigeants de ces États apparus dans les décombres de la guerre et de la révolution. Mais l'important, à nos yeux, réside en l'opportunité d'une expérience de gouvernement donnée à des personnalités politiques soudain mises au défi de l'État-nation, qu'il leur faut projeter, édifier, diriger. Or la plupart ont exercé par le passé des responsabilités à divers échelons de l'administration tsariste.

Un cas exemplaire de ce passage d'un ordre (défait) à un autre (à construire) et des responsabilités assumées successivement dans chacun de ces deux cadres, nous est donné par Alexandre Khatissian dont il faut signaler, dès maintenant, qu'il assumera des fonctions représentatives de tout premier plan en France, dans ce troisième cadre que constitue l'exil²⁹. Fils d'un haut fonctionnaire impérial, il a vu le jour à Tiflis en 1874 — alors siège de la vice-royauté du Caucase russe. La métropole concentre la fine fleur de l'intelligentsia arménienne de la région et, on l'a dit, une influente bourgeoisie. De ses rangs, neuf des onze maires de Tiflis sont issus durant la période allant des années 1870 à la révolution de 1917³⁰. Le dernier à en occuper le siège est donc Khatissian, élu en 1910 après avoir étudié la médecine dans l'empire (Moscou, Kharkov) et en Allemagne. L'expérience, les réseaux interpersonnels et l'aura que lui confère une telle fonction lui vaut d'être nommé en mai 1918 ministre des Affaires étrangères d'Arménie, puis l'année suivante (en admettant quelques raccourcis) Premier ministre.

À l'instar de Khatissian, les hommes politiques appelés à détenir un portefeuille ministériel en Arménie (ex-russe) ont vu le jour dans les communautés de la diaspora interne à la Russie impériale, à Tiflis le plus souvent, dorénavant capitale de la Géorgie indépendante. Par le premier train ils filent vers le sud, descendent dans une bourgade

²⁷ Anouche Kunth, « Le portrait confisqué de Joseph Mantachev. Histoire d'exils et de spoliations », *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, 195-196, 2010, p. 283-306.

²⁸ Dans l'historiographie récente, on pourra se reporter aux stimulantes analyses d'Étienne Peyrat, *Histoire du Caucase au XXe siècle*, Paris, Fayard, 2020, p. 77 sq.

²⁹ L'une d'elles sera brièvement évoquée plus loin, dans la dernière section.

³⁰ Ronald G. Suny, « Tiflis. Crucible of Ethnic Politics, 1860-1905 », dans Michael F. Hamm (dir.), *The City in Late Imperial Russia*, Bloomington, Indiana University Press, 1986, p. 264-265.

poussiéreuse et sans attrait, Erevan — leur nouvelle capitale. L'opportunité d'un tel transfert fit d'ailleurs l'objet de vives discussions³¹. Mais il fut décidé que prendre en main le destin de la nation était à ce prix : celui d'un déplacement ; d'un trajet à effectuer au sein d'un espace qui n'est plus celui de l'empire ; de multiples attaches à laisser derrière soi. Les « pères fondateurs » de la Première république s'y engagent, dans l'élan que libère la possibilité d'inventer un futur national de ce côté-ci de la frontière ; dans l'espérance d'un reste à sauver après la brutale destruction de l'Arménie ottomane, de l'autre côté.

Que resterait-il à sauver moins de trois ou même cinq ans plus tard, sinon d'abord et avant tout, sa propre vie ? En novembre 1920, les bolcheviques prennent le contrôle par la force de l'Arménie, poussant républicains, démocrates, nationalistes, socialistes — l'ensemble des opposants, en somme — à fuir pour ne pas tomber entre les mains de la police politique (la Tchéka) et subir des parodies de procès valant sentence de mort. Après la précédente bascule de l'empire à la nation, un nouveau passage se joue dans ces départs, dont les protagonistes n'ont pas encore conscience.

III/ Ceux qui restent

La participation de la France à l'occupation interalliée de Constantinople dès novembre 1918, assurant dans cette ville si éprouvée une sécurité propice au retour des déportés (propice également à leur première commémoration des disparus en avril 1919, dont les préparatifs, nous l'avons vu, ont été confiés à Téotig) ; les mandats que la France exerce au Proche-Orient pour le compte de la Société des Nations ; le soutien actif de sa marine militaire aux armées blanches du Sud de la Russie battant retraite face aux Rouges en 1920, et son rôle dans l'évacuation vers le Bosphore des civils russes fuyant ces mêmes violences sur les pas des combattants : tout ceci met la France au contact direct des mouvements humains parmi les plus désespérés de cet après-guerre qui, à l'est de l'Europe, se refuse de revenir à la paix. Les armes continuent de circuler, s'acharnent à faire feu³². C'est ainsi qu'en Russie et en Turquie, les forces révolutionnaires achèvent entre 1920 et 1923 leur conquête du pouvoir, et dans ce processus, brandissent également l'arme du droit pour sceller la victoire sur leurs « ennemis intérieurs ». Il s'agit ainsi d'empêcher de manière officielle — tenant donc lieu de *politique* d'exclusion — le retour des enfuis, et dans le cas des Arméniens, des déportés survivants. À cette fin, droits civiques et nationaux leur sont systématiquement retirés³³. Frappés par ces nouveaux régimes de privation, laissés sans protection étatique, réfugiés russes et arméniens cherchent un horizon, un pays où s'installer. L'omniprésence de la France sur les théâtres de leur détresse facilite leur arrivée, par dizaines de milliers, dans ce pays dont les besoins en main-d'œuvre sont immenses après les pertes humaines de la Grande Guerre.

On parle de « masse » pour rendre l'idée de la puissance meurtrière qui s'est exercée durant le conflit, ou encore des mouvements migratoires qui sont suivis. Se

³¹ Anahide Ter Minassian, *La République d'Arménie* [1989], Bruxelles, Complexe, 2006, p. 575.

³² Durant un intervalle chaotique et meurtrier de plusieurs années (intervalle que l'historiographie rive sur le front de l'Ouest a longtemps minoré), quatre millions de personnes perdent la vie. Robert Gerwarth, *Les Vaincus, Violences et guerres civiles sur les décombres des empires, 1917-1923*, Paris, Seuil, 2018.

³³ Un décret soviétique retire, le 15 décembre 1921, la jouissance de leurs droits nationaux aux émigrés russes partis de Russie depuis 1917. Ce scénario de dénationalisation collective se répète dans la Turquie kémaliste lors de la signature du traité de Lausanne en 1923, à l'encontre des Arméniens de l'ancien Empire ottoman. Dzovinar Kévonian, *Réfugiés et diplomatie humanitaire. Les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004 ; Catherine Gousseff, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride*, Paris, Éditions du CNRS, 2008.

pencher sur les élites ne revient pas à se mettre au-dessus de la mêlée pour proposer un contrepoint chic et distingué à ces expériences de la démesure, en lesquelles se lit la signature souvent tragique de notre contemporain. C'est bien en chacune de ces expériences qu'est emmaillé le fil ténu menant aux élites ; mais ce fil a ceci de singulier qu'il attrape des individus et cercles sociaux parvenus à garder des capacités d'action plus grandes ; ils sont susceptibles, de ce fait, d'énoncer des enjeux collectifs, d'en supporter les frais matériels, de contribuer à les développer.

De ce point de vue, les réfugiés arméniens originaires du Caucase permettent une intéressante ouverture. Leur situation marque non pas un, mais une série d'écarts aux caractères généraux des grands exils de cette époque. Par leur nombre tout d'abord. Celui-ci s'avère impossible à quantifier précisément, car la catégorie administrative « Arméniens du Caucase » n'existant pas, rien ne vient faciliter les tentatives, même les plus empiriques, de repérage et de dénombrement. Mais à l'épreuve des archives comme de la mémoire collective, il est évident qu'ils représentent un objet moléculaire dans l'onde de choc provoquée par la concomitance des émigrations russe et arménienne³⁴. Sur le plan social ensuite, nous tenons avec eux des élites, enfuies des territoires bolcheviques pour cette raison même. Derrière ce vocable d'*élite*, une diversité de profils et presque autant de directions prises pour s'arrimer aux sociétés de l'exil. Les positions les plus antagonistes surgiraient face à la question arménienne qui, devenue désastre, nécessite d'importants investissements pour œuvrer au secours moral et matériel des réfugiés, orphelins et rescapés. Mais entre les figures du mouvement national arménien et la bourgeoisie conservatrice nostalgique de l'empire, pourquoi postuler la concorde, l'alignement des vues et des convictions personnelles ? Pourquoi présumer que ces élites, dont l'ascension sociale est grandement redevable à leur insertion dans l'empire tsariste, n'auraient d'autres aspirations en France, d'autres combats à mener que le soutien à la vie matérielle et spirituelle d'Arméniens de Turquie dont tant de choses — à commencer par l'histoire, l'espace, la géopolitique — les avaient jusque-là séparés ?

Leur appartenance au monde russe en général, et à l'exil antibolchevique en particulier, marque les membres du groupe étudié d'un trait singulier : trait qui, à lui seul peut-être, constitue l'un des écarts les plus efficaces pour relancer la réflexion sur la naissance des communautés diasporiques au lendemain de l'effondrement des grands empires pluri-ethniques et pluri-confessionnels. La capacité du groupe retenu à troubler les catégories analytiques, à enrichir l'horizon d'attente du chercheur en rouvrant les possibles, est multiple : comme inversement proportionnelle à sa faiblesse numérique.

L'existence d'une diaspora se manifeste à travers des réalisations très concrètes, qui peuvent tirer leur raison de contingences immédiates mais n'en reposent pas moins sur des représentations abstraites et symboliques dont l'écheveau, tissé aux héritages de longue durée, rend tangible ce que l'on appelle communément « la tradition ». Que celle-ci perdure dans l'exil à fronts renversés, ou soit au contraire l'objet de réinterprétations, d'accommodements et de concessions faites pour p/réparer l'avenir, rend passionnante l'étude des diasporas. L'intérêt porté à des acteurs sociaux comme les Arméniens originaires du Caucase russe se situe précisément dans leur capacité à informer ces réinvestissements du collectif.

Le plus frappant est de constater d'abord que leur bourgeoisie s'est affairée par tous les moyens à se réinvestir elle-même, si l'on peut dire. À réparer la perte, après la saisie et la redistribution de ses biens par les bolcheviques. À reconduire, quand cela était encore possible, les alliances et sociabilités antérieures. À se refaire une situation,

³⁴ Les émigrés russes sont estimés à un million et demi de personnes, les Arméniens à environ 700 000.

comme s'amenuisait l'espoir d'assister à la déroute du régime bolchevique et de rentrer dans des délais acceptables au pays. Il s'est donc agi d'éloigner la hantise du déclassement en œuvrant tant bien que mal à sa propre reproduction sociale, mais au sein d'une autre société.

Selon une combinaison de facteurs ayant trait notamment à l'âge, à la catégorie professionnelle, à la conjoncture économique et au passage du temps, ces entreprises furent inégalement couronnées de succès. Au nombre des difficultés rencontrées, les entraves posées aux médecins étrangers n'étaient pas des moindres, la législation française réservant depuis la fin du XIXe siècle l'exercice de la médecine aux titulaires d'un diplôme national³⁵. D'après la reconstitution des parcours biographiques, la plupart se plièrent toutefois à cette obligation en s'astreignant à reprendre des études diplômantes. Quant aux ingénieurs — détenteurs de diplômes russes, mais aussi européens, obtenus auprès d'Écoles suisses, allemandes ou françaises —, leur insertion à un marché du travail en quête de hautes compétences techniques et industrielles semble avoir été fluide. En capacité également de mener une activité lucrative (et indépendante), les entrepreneurs disposant d'un reste de capital et d'un savoir-faire ont su (re)fonder un établissement : dans le secteur prospère des alcools, vins et vodka, par exemple. Sans prétendre balayer ici l'ensemble des catégories professionnelles, il est impossible de ne pas évoquer l'aisance des industriels du pétrole qui disposaient de toutes les ressources, de l'expérience et de l'entregent nécessaires pour s'assurer une place dans ce milieu prospère où certains, du temps de l'empire, possédaient déjà des succursales hors de Russie³⁶.

Les Caucasiens se distinguent donc par l'exercice d'activités assez rares dans le monde immigré de l'époque, qualifiées et parfois hautement rémunératrices. À une exception notable³⁷, l'étude des associations professionnelles ou caritatives dont ils sont membres, sinon membres-fondateurs, révèle chez eux une tendance à privilégier tout affichage signifiant leur appartenance au monde russe, et partant, leur fidélité aux sociabilités d'hier. Ainsi, au sein de la puissante Association Financière Industrielle et Commerciale Russe, des places de premier plan sont occupées par des entrepreneurs arméniens — industriels et surtout pétroliers : fondée à Paris en 1920, cette union coiffe sept groupements d'ingénieurs, de financiers, de commerçants et d'industriels russes, et fonctionne également comme un organe de propagande antibolchevique. L'Association des Arméniennes de Russie réserve quant à elle ses ressources financières aux Arméniennes « nées au Caucase ou en Russie », selon ses statuts déposés à Paris en 1926, tandis que l'Association des Amis du Caucase se propose de prêter assistance aux nécessiteux « originaires » du Caucase et portant le statut de « réfugiés russes » (ce statut administratif accordé aux anciens sujets du tsar n'empêche pas qu'ils soient, par ailleurs, géorgiens, arméniens, azerbaïdjanais...). Nous sommes alors en 1932, et la crise économique s'installe.

Cette tendance à se rassembler entre personnes de même origine — que cette dernière épouse les contours symboliques de l'ancien empire ou ceux, plus territorialisés, d'une province particulière, qu'elle s'identifie à une mouvance politique, à un milieu professionnel ou plus largement à une classe sociale, la bourgeoisie — est

³⁵ Il s'agit de la loi du 30 novembre 1892, toujours en vigueur dans les années 1920, puis renforcée par les lois de 1933 et 1935.

³⁶ Pour tout ceci, Anouche Kunth, *Exils arméniens. Du Caucase à Paris (1920-1945)*, Paris, Belin, 2016, p. 214-218.

³⁷ Une figure importante de la vie politique arménienne du Caucase, Archag Djamalian, a en effet transplanté en France, en 1928, la Croix-Rouge d'Arménie, qui devint d'abord Croix Rouge arménienne d'Europe occidentale, rebaptisée Croix Bleue des Arméniens de France en 1935.

bien connue des études migratoires. Elle se vérifie dans la plupart des domaines de la vie publique et privée des Arméniens du Caucase. Leur domiciliation dans les beaux quartiers de l'Ouest parisien atteste par exemple de leur volonté d'« en être », puisque de fait, ils en sont : de la bourgeoisie, mais aussi des élites russes, bien visibles du côté de Passy ou de La Muette. Le constat de ces fidélités à ses semblables *de l'ancien empire*, se vérifie également à l'examen des archives maçonniques³⁸, ou encore à l'analyse des unions matrimoniales destinées à satisfaire un idéal d'endogamie sociale.

Au vrai, cette tendance à s'agréger entre personnes originaires d'une même localité et à se réserver un périmètre de ressources, n'est pas moins forte chez les Arméniens de l'ancien empire ottoman³⁹, quoiqu'elle prenne pour eux un sens différent. En effet, la préservation de ce qu'il restait de l'interconnaissance sociale détruite par le génocide constitue ici une nécessité impérieuse. Elle seule, grâce à un réseau de correspondants, permet aux rescapés et orphelins de retrouver d'anciens voisins, des témoins, des membres survivants de leur famille. Le fin maillage des Unions compatriotiques renforce l'efficacité du secours et de l'entraide que peuvent s'apporter leurs membres. Cette échelle resserrée de la solidarité communautaire se combine toutefois au soutien apporté par des structures « panarméniennes » aux assises larges et à forte portée collective : en premier lieu l'Église apostolique, qui rassemble près de 90 % des fidèles et se reconstitue peu à peu dans les pays du refuge ; ou encore la puissante Union Générale Arménienne de Bienfaisance, dont on a dit l'origine égyptienne mais dont il faut aussi souligner la vocation nationale dès le début, devenue par la suite vocation diasporique.

Aux premiers temps de l'exil, chacun fait donc fonctionner ses repères pour s'orienter par-dessus l'abîme de la perte et des liens détruits. Que ces repères aient pris la forme d'institutions identifiées à la nation tout entière (comme l'Église arménienne) ou à l'empire (dans le cas de l'Église orthodoxe que fréquentent les Arméniens de Russie convertis à cette obédience), n'élimine pas pour autant les espaces intermédiaires où s'éprouve également un sentiment d'appartenance, où se discute et se décide au quotidien la conduite à tenir. Observer ces intervalles, c'est se donner la possibilité d'aller à la rencontre d'acteurs sociaux qui, sans se hisser au rang d'élites, ont eu leur importance dans la délimitation d'une « communauté de soutien ». Un soutien apporté parfois de façon modeste, mais avec une efficacité incontestable.

Considérons de nouveau, alors, ces hommes émigrés aux États-Unis depuis la fin du XIXe siècle. *Soutiens de famille* somme toute classique avant la guerre, ils apprennent après, et à distance, les deuils massifs qui les frappent. Aux parents survivants, ils préservent leur soutien par l'envoi de dollars et tentent, si cela fait sens, de les faire venir auprès d'eux. Surtout, des hommes veufs ou célibataires *font (ou refont) famille* en épousant des femmes devenues veuves ou orphelines, surreprésentées dans l'après-coup du génocide⁴⁰. Mis en relation par divers intermédiaires⁴¹, ils ont

³⁸ Sur les sociabilités franc-maçonniques : Anouche Kunth, *Du Caucase à Paris, un autre exil arménien* (thèse), *op. cit.*, p. 505-509.

³⁹ On pourra se reporter au travail pionnier de l'anthropologue Martine Hovanessian sur la communauté arménienne de France, notamment *Le lien communautaire. Trois générations d'Arméniens*, Paris, Armand Colin, 1992.

⁴⁰ Durant le génocide, plusieurs modalités de mise à mort furent observées selon les provinces (de l'Est, de l'Ouest) et le genre. Alors que les hommes (des provinces orientales) étaient le plus souvent regroupés et massacrés sur place, les femmes, elles, ont connu la mort lente des déportations, puis, pour celles qui avaient survécu jusqu'aux déserts syro-mésopotamiens, des camps de concentration. Conçues pour tuer en masse, ces marches vers l'Est ont paradoxalement contribué à préserver la vie de certaines déportées, enlevées et intégrées de force dans des foyers musulmans, ou réduites au rang d'esclaves sexuelles dans les harems. Ces femmes

échangé des photographies de part et d'autre de l'Atlantique, avant leurs vœux nuptiaux. Ceux-ci prononcés, les unions ont été célébrées dans la majorité des cas là où se trouvaient les femmes, obligeant donc les hommes à effectuer un déplacement, une traversée au long cours, afin d'organiser la venue de leur jeune épouse aux États-Unis⁴².

Les archives du Département d'État américain à l'immigration éclairent la réelle capacité de ces hommes à ouvrir, pour leurs conjointes, des frontières que l'adoption de quotas nationaux a commencé à fermer en 1921, puis en 1924. Les dossiers des femmes retenues à Ellis Island — c'est-à-dire non autorisées à entrer sur le territoire américain pour des motifs variés, qui ont en commun de révéler leur position de faiblesse⁴³ et de faire craindre aux autorités qu'elles ne deviennent une « charge » pour la collectivité publique, ou ne se livrent à la prostitution —, montrent en effet que leur expérience de la frontière est intrinsèquement liée à la présence de leurs époux, auditionnés avec elles pour contester la décision de non-admission.

Des élites ? Qui prendraient pour épouses des rescapées tout juste sorties de l'orphelinat, des camps de réfugiés ou de l'usine ? Sans verser dans la fable, il nous semble intéressant d'observer avec cet exemple comment les bouleversements radicaux de la guerre et du génocide font émerger de nouveaux acteurs : ici, un groupe d'hommes partis plus tôt pour fuir, déjà, des violences ouvertes ou larvées. Après dix ou vingt ans aux États-Unis, ils ont construit, consolidé une première ascension sociale. Ils disposent alors de revenus suffisamment confortables pour prétendre avoir charge d'âme et/ou pour payer une caution en échange d'une admission provisoire de leur épouse. La plupart ont acquis la citoyenneté américaine, sésame précieux en ces temps de dénaturalisation massive des Arméniens, assignés aux statuts subsidiaires de « protégé » (*i.e.* par l'une des puissances mandataires de la Société des Nations) puis de « réfugié apatride » à partir de 1924, les contours juridiques de celui-ci restant cependant à définir⁴⁴. Ils peuvent se prévaloir encore de posséder des biens immobiliers, quand ceux du pays ont été perdus, détruits ou saisis par l'État turc. Tout cela, allié à des réseaux assez solides pour les recommander si nécessaire, leur vaut de détenir un pouvoir effectif : celui de convaincre l'administration aux frontières de laisser entrer sur le sol américain des femmes ayant tout perdu.

De façon significative, la mémoire collective se souvient d'eux. De ces hommes et de leurs « photo-fiancées ». De l'étrange attelage qu'ils ont formé pour suivre une tradition d'endogamie nuptiale, négociée non plus dans une intersociabilité de proximité, mais dans les équilibres incertains de la longue distance ; dans l'inégalité flagrante, aussi, des rapports économiques entre époux. Ces couples ont marqué les mémoires pour ce qu'ils nous disent d'un vaste deuil, dont les vérités dépassent leurs propres personnes et s'éprouvent à travers les dynamiques transnationales du secours et de l'entraide. Le temps leur a donné une descendance et *Une bête sur la lune*⁴⁵, un récit

furent pour parties retrouvées et libérées entre 1918 et 1923 : la victoire des kémalistes conduit à l'abandon des recherches. Cf. Uğur Ü. Üngör, « Orphans, Converts, and Prostitutes: Social Consequences of War and Persecution in the Ottoman Empire, 1914-1923 », *War in History*, 19 (2), 2012, p. 173-92.

⁴¹ Institutionnels (orphelinats), associatifs (unions de compatriotes) ou des « marieuses » Aïda p. 848.

⁴² Croisement fonds français et américains.

⁴³ Illettrisme, maladie, blessure, pauvreté, isolement leur sont le plus souvent reprochés et motivent la décision de refoulement, d'après la trentaine de dossiers nominatifs de la série INS (Immigration and Naturalization Service) étudiés à Washington, National Archives and Record Administration.

⁴⁴ Claudena M. Skran, *Refugees in Inter-War Europe. The Emergence of a Regime*, Oxford, Clarendon Press, 1995.

⁴⁵ Richard Kalinoski, *Une bête sur la lune* [1995] Paris, L'Avant-Scène (pour l'édition française), 1998. Pour une analyse de cette pièce de théâtre, voir Anouche Kunth, « Simon Abkarian ou l'art de donner la réplique aux

de fiction — contre-récit en quelque sorte, puisqu'il aborde l'incapacité d'un certain Aram et de sa jeune épouse Séta à enfanter. L'échec de la grande promesse conjugale n'est que prétexte à traiter des non-dits, des douleurs incommensurables que chacun garde enfouies en soi et qui, tenues sous silence, persistent à étouffer l'avenir.

IV/Réconcilier l'avenir

Pour ce dernier temps en compagnie des élites enfuies du Caucase, l'analyse se resserre sur les patriotes arméniens, intellectuels et hommes politiques que nous avons vus en mai 1918 s'élancer par le premier train vers Erevan, à l'appel de l'indépendance. Membres pour la plupart du parti dachnak⁴⁶, ils se sont réfugiés en France après la soviétisation de la République d'Arménie en 1920-1921. Là, au contact des Arméniens de Turquie, ils avancent sur une ligne de crête, à la fois portés par l'aura de leur expérience étatique et cibles de critiques acerbes : n'ont-ils pas échoué ? Pire, n'ont-ils pas abandonné les intérêts de l'Arménie turque pour défendre (mal) ceux de l'Arménie russe, coincée entre le « marteau bolchevique » et « l'enclume turque »⁴⁷ ? Et peuvent-ils vraiment prétendre se faire les porte-voix d'une communauté frappée par un malheur qu'eux-mêmes n'ont pas connu ?

Que l'on ne s'y méprenne pas. Les réalités politiques arméniennes sont trop morcelées pour qu'un consensus s'établisse autour de l'héritage républicain et de ses représentants. Deux grandes lignes de fracture politique départagent les positions des exilés. D'un côté, modérés et communistes se disent favorables à l'intégration de l'Arménie (ex-indépendante) à l'Union soviétique, gage à leurs yeux de protection et de sauvegarde face à l'ennemi turc ; de l'autre, les partisans de l'indépendance revendiquent haut et fort l'avènement d'une Arménie « libre, indépendante et réunifiée », selon la devise du parti dachnak, et réclament pour y parvenir l'application du traité de Sèvres. La recherche d'une cohésion interne via la référence, hautement politisée, à la « terre d'origine » s'avère problématique. De plus, d'autres personnalités font ombre aux anciens dirigeants de la République, à commencer par le charismatique Boghos Nubar Pacha qui préside la Délégation nationale arménienne, installée à Paris depuis 1912 pour défendre les intérêts des Arméniens ottomans⁴⁸.

Dans ce contexte en tension, les exilés caucasiens n'ont de cesse d'exalter l'héritage moral de la République. Au 71, avenue Kléber, ils disposent d'un lieu. Là en effet, se trouve le siège de la Délégation que le gouvernement arménien avait instituée pour le représenter à la conférence de la Paix — distincte, donc, de celle que présidait Boghos Nubar. En 1921, alors que la conférence a terminé ses travaux et que la Première République d'Arménie a cessé d'exister, cette représentation politique est maintenue. Elle le sera jusqu'en 1965, au nom de la défense de l'idéal indépendantiste dans un esprit antisoviétique. Alexandre Khatissian, l'ancien maire de la Tiflis impériale

salauds », dans Anouche Kunth et Claire Mouradian, *Les Arméniens en France. Du chaos à la reconnaissance*, Toulouse, L'Attribut, p. 132-134.

⁴⁶ Il s'agit de l'un des partis révolutionnaires précédemment évoqués (apparus à la fin du XIXe siècle en-dehors de l'Arménie ottomane). Fondé en 1890 à Tiflis, le parti dachnak adhère en 1907 à la IIe Internationale socialiste.

⁴⁷ Selon l'expression d'un acteur politique de l'époque, Simon Vratsian, qui fit paraître à Beyrouth en 1953 un ouvrage intitulé *Hayastane bolšewikéan mourči éw thrqakan sali midjèw*, litt. *L'Arménie entre le marteau bolchevique et l'enclume turque*, originellement paru en plusieurs épisodes dans la revue *Hayrenik* [La Patrie, Boston] en 1940 et 1941.

⁴⁸ Sur les relations entre les deux délégations : Anouche Kunth, *Exils arméniens. Du Caucase à Paris*, op. cit., p. 236-251.

devenu ensuite Premier ministre d'Arménie, en assura la présidence de 1934 à sa mort en 1945⁴⁹.

Continuer un combat perdu, c'est aussi aller hors les murs : quitter le cadre étroit du 71, avenue Kléber et partir régulièrement en tournée dans les colonies arméniennes, en France et à l'étranger⁵⁰. Devant une assemblée de même sensibilité dachnak, les dirigeants déchus donnent des conférences sur le passé républicain et l'avenir de la nation. Point d'orgue de ce rituel militant, les commémorations de l'Indépendance voient, chaque 28 mai, les vétérans de la République monter à la tribune d'une salle des fêtes louée pour l'occasion et changée en « ambassade de pacotille », selon les mots de l'écrivaine Séda, conduite dans l'enfance à ces rassemblements. Elle garde un souvenir peiné de « ces hommes chassés de leur passé, fiers et brisés, essayant d'être légers et n'y parvenant pas »⁵¹.

D'une commémoration, l'autre, les cérémonies de deuil du 24 avril seront évoquées une dernière fois, de façon à terminer la réflexion par où nous l'avons amorcée. Autour de ces recueils, une question reste à poser : peut-on lire dans l'action des Arméniens du Caucase — entendu comme ce groupe élitaire profondément affecté par des pertes successives, mais distinctes cependant de celles qu'ont subies, de l'autre côté d'une frontière prenant soudain le sens d'une délimitation radicale, les Arméniens ottomans — la manifestation d'une prise en charge symbolique des disparus du génocide ?

Pour répondre, intéressons-nous à la soirée commémorative organisée en avril 1929 dans la salle des fêtes du Petit Journal à Paris, car elle a fait l'objet d'un bref rapport de police, en plus d'un compte rendu paru dans le journal *Haratch*.⁵² Parmi les orateurs, un invité d'honneur : le professeur Nicolas Adontz. Ce spécialiste d'histoire byzantine a vu le jour dans une famille d'Arménie russe. Docteur en philologie de l'Université impériale de Saint-Pétersbourg, il occupe avant la révolution une chaire de professeur à l'Institut Lazarev [Lazarian] de Moscou. Trait d'importance, il se rend à Mouch, Erzeroum et Van, c'est-à-dire en Arménie turque, lors de son occupation en 1916 par l'armée du tsar. Quartiers arméniens vidés de leurs habitants, ruines et charniers sont alors découverts, photographiés, dénoncés, même si à cette date les déportés se trouvent déjà plus au sud, dans les camps mouroirs de Syrie-Mésopotamie. En 1918, Adontz est choisi avec deux autres personnalités pour préparer un mémorandum sur l'ensemble de la Question arménienne, à l'usage de la délégation soviétique qui s'apprête à négocier le traité de Brest-Litovsk avec les empires centraux.

La brève recension de son discours dans *Haratch* révèle que dix ans plus tard, à Paris, l'historien a entièrement pris le deuil de la communauté, parlant depuis un « nous » indivisible. Les « morts sans sépultures » et l'échec des Arméniens à devenir

⁴⁹ Soulignons, en complément, qu'Alexandre Khatissian eut un rôle consultatif important auprès du Haut-Commissariat de la Société des Nations pour les Réfugiés ; qu'il présida la Ligue arménienne des droits de l'homme (affiliée à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme) et dirigea l'Office des réfugiés arméniens, l'un des deux offices institutionnalisés dans l'entre-deux-guerres pour s'occuper des affaires administratives arméniennes : Anouche Kunth, « Le refuge arménien et sa double représentation. Dans les méandres des anciens offices (1919-1945) », dans Aline Angoustures, Dzovinar Kévonian et Claire Mouradian (dir.), *Réfugiés et apatrides : administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 65-80.

⁵⁰ On peut citer l'exemple de l'ancien Premier ministre d'Arménie, Simon Vratsian, écrivain et journaliste dans l'exil, qui se rend aux États-Unis en 1936, chargé par le journal *Haratch* (dachnak) de mener des enquêtes sur les réfugiés arméniens et de donner des conférences.

⁵¹ Séda, *Le fumoir de l'ambassade*, Paris, Payot, 1991, p. 47-49. Le grand-père de l'écrivaine, Archag Djamalian a naguère siégé au Parlement arménien de la Première République.

⁵² Archives Nationales, F7 13436 (rapport de police du 29 Avril 1929) ; *Haratch*, 30 avril 1929, p. 1

libres s'agrègent ici en un seul et même malheur. Adontz n'est pas le seul Arménien extérieur à la Turquie convié à la tribune. L'un des intervenants, Nigol Aghbalian, a exercé en Arménie les fonctions de ministre de l'Instruction Publique. Devant l'assistance, il incarne une expérience politique qui permet, après les discours de deuil, d'aboutir à un temps de recueillement autour du « tricolore » rouge bleu orange. Cette vénération du drapeau national indique clairement l'obédience dachnak du rassemblement.

Autrement dit, du souvenir des morts à l'emblème républicain, la progression du cérémonial suggère ostensiblement la fusion de deux mémoires en une. Gestes et paroles s'attachent à estomper la frontière : deux événements, vécus sur des versants distincts de l'Arménie, prennent un sens univoque face au malheur, mu par la nécessité de réélaborer un temps commun pour insuffler une dimension nationale au passé. Observons, pour finir, que l'intelligentsia arménienne originaire de l'Empire russe était « bien placée », si l'on peut dire, pour contribuer à ce travail de résorption des écarts. Il n'était guère envisageable, en effet, de prétendre porter la voix d'une nation exilée sans se montrer capable d'observer ce deuil-là, de plus d'un million d'assassinés — soit les deux-tiers de la communauté arménienne de Turquie d'avant-1914. Aussi sut-elle s'investir subjectivement dans une expression du chagrin commune à tous les endeuillés.

Anouche Kunth, CNRS (IRIS-EHESS)